

Santé · Paris, un îlot de bientraitance

Le plan Alzheimer présenté par Bernard Kouchner en 2001 prévoit le développement de centres d'accueil de jour. Reportage dans le 3e arrondissement de Paris.

" Je vais à la pharmacie. · tout de suite. " Lentement, penchée sur sa canne, la vieille dame se dirige vers la sortie. Un certain frémissement traverse son visage. Encore tout étonnée d'aller et venir à sa guise. Le visiteur, lui non plus, n'est pas au bout de son étonnement. Nous sommes au centre d'accueil de jour Édith-Kremsdorf, dans le 3e arrondissement de Paris. Depuis juin 2000, date de sa création, 25 personnes atteintes pour la plupart de la maladie d'Alzheimer sont accueillies deux à trois journées par semaine par cette unité gériatrique d'accueil et de soin hors du commun. En rez-de-chaussée donnant sur une cour intérieure, l'espace est aéré, lumineux grâce à d'immenses baies vitrées. Quelques personnes âgées papotent autour d'un café dans le coin cafétéria. Mais une grande partie d'entre elles sont de sortie. " En balade à la place des Vosges avec le médecin adaptateur, sourit Alain Koskas, le directeur du centre. Cela, c'est notre plus grande joie. Lorsque nous avons ouvert le centre, poursuit-il, la principale demande formulée par les personnes était de sortir, faire du lèche-vitrines, boire un café, aller au cinéma. Ils avaient un fort besoin de vie normale. " Inutile de dire que les fugues, courantes chez les malades d'Alzheimer en institution, sont ici très rares. En dehors des sorties, des ateliers de stimulation et d'expression sont proposés, au choix : revue de presse et information, esthétique et podologie, gymnastique douce, peinture et dessin, danse et chant, atelier pâtisserie, et l'atelier mémoire, justement en train de se dérouler. Autour de la table, Hélène se souvient de Lyon, " le grand centre de la Résistance en France " et " du Vercors ". Julia, ex-grande danseuse de quatre-vingts ans, ne veut plus pour sa part se souvenir du moment " où on l'a poussé dans un wagon, en Pologne ". Direction les camps de la mort. Dans la salle d'à côté, quelques femmes sont en atelier réadaptation et prévention des chutes.

Aujourd'hui, la liste d'attente au centre est telle qu'il faut prévoir quatre mois pour un bilan de santé très complet et huit mois pour avoir une chance d'obtenir une place. " C'est lamentable, s'indigne Alain Koskas. Les familles et leur aîné, lorsqu'elles poussent la porte du centre, sont le plus souvent dépressifs et ont abandonné leur pudeur pour demander de l'aide. Et nous leur répondons qu'on leur écrira, quand il y aura de la place... " Alain Koskas, par ailleurs psychanalyste, supporte mal de laisser tant de familles dans le désarroi. Il consacre d'ailleurs 60 % de son temps aux familles, qui " sont de véritables soignants mais que nous devons soutenir. · côté des thérapies individuelles, de couple et familiales, nous proposons plusieurs groupes de paroles tous les mois, autour de thèmes comme le deuil, des prises de décision difficile telles qu'un placement, la conduite à tenir devant un refus de s'alimenter. " L'été et pendant les vacances scolaires, des séjours thérapeutiques sont organisés. Le dernier en date a eu lieu en Normandie, au mois de juillet. Les bienfaits de cette nouvelle forme de prise en charge sont parfois inespérés, la mémoire récente revient chez certains, d'autres restent quatre à six heures sur la plage sans leurs problèmes habituels d'incontinence ou leur besoin compulsif de manger. D'autres encore se relancent dans les mots croisés. Se réapproprient la vie. " C'est comme si nous bloquions les évolutions néfastes ", confie Alain Koskas. Expériences précieuses alors que la maladie est présentée comme irréversible. " Des endroits comme ça, il en faut dans toute la France ", affirme Marc Cohen, le responsable médical du centre. Mais bien sûr, cela coûte cher. Le centre Édith-Kremsdorf repose en parti sur le mécénat d'associations juives, avant que la mairie de Paris verse ses premières subventions à partir de janvier prochain. Ce qui permettra au centre de rester ouvert à toutes les classes sociales. " Mais il faut vraiment que l'État participe aux initiatives de ce type, en partenariat avec les associations et les personnes demandeuses, confie Marc Cohen. Bien évidemment, la Sécurité sociale ne peut financer seule les structures de ce genre. Il faut des partenariats. Et vite. Car, de plus en plus, ce sont des sociétés privées qui s'emparent du projet. Et ce sont, bien sûr, les personnes pleines de fric qui pourront tout se payer. Nous vivons une véritable bagarre entre association et privé. Si l'État ne fait rien, seul le privé sera gagnant. " Une situation intolérable au vu de la population vieillissante. Des îlots de bientraitance doivent naître sur tout le territoire.

M. D.